



RAPPORT

BIODIVERSITÉ

POUR UNE PRISE DE CONSCIENCE PARTAGÉE FREINS ET LEVIERS SOCIOLOGIQUES

Étude réalisée
par le CETU ETICS - Université François-Rabelais de Tours

Février 2013

INITIATIVES 2010 DU RÉSEAU RÉGIONAL CENTRE



SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 2
MÉTHODOLOGIE ET SOURCES	p. 3
I - L'ABSENCE DE CONSENSUS AUTOUR DE LA DÉFINITION DE LA BIODIVERSITÉ, UN FREIN À LEVER PRIORITAIREMENT	p. 5
1. Une définition qui fait débat	p. 5
2. Un socle de connaissances scientifiques et techniques encore insuffisant pour emporter l'adhésion	p. 7
II - PEUR DU CHANGEMENT, AVERSION AUX RISQUES OU GESTION DE L'INCERTITUDE ?	p. 10
1. La biodiversité, une injonction au changement parmi d'autres	p. 10
2. Pas d'opposition de principe mais une mise en avant des incertitudes et du risque d'irréversibilité	p. 13
3. Un rapport coût/bénéfice encore mal connu	p. 15
4. La biodiversité, un risque aussi social	p. 16
III - POUR LES AGRICULTEURS, UNE PLACE DIFFICILE À TROUVER	p. 18
1. Donner du sens aux actions et aménagements en lien avec la biodiversité	p. 19
2. De nouvelles compétences pour de nouveaux enjeux ?	p. 20
3. Quels leviers mobiliser ?	p. 22
CONCLUSION	p. 24
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	p. 26

INTRODUCTION

La biodiversité comme problème public est apparu au début des années 1990 et a rapidement été constitué comme enjeu politique et scientifique. Une définition officielle est établie lors de la Convention de Rio en 1992 : « *La biodiversité est la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces mais aussi la diversité des écosystèmes.* ». Cette définition couvre de très larges domaines et modalités d'action qui souvent s'ignorent les uns les autres. Ainsi, la biodiversité constitue un thème récurrent dans de nombreuses disciplines (génétique, santé, alimentation, agronomie, aménagement...) qui élaborent leur propre définition et établissent des priorités qui donnent lieu à diverses sous-définitions. Par exemple, la biodiversité remarquable se distingue de la biodiversité ordinaire ou banale, la biodiversité sauvage de la biodiversité domestique.

La thématique de la biodiversité, de son maintien, de sa restauration voire de son enrichissement intéresse aujourd'hui l'ensemble des activités humaines. Parmi l'ensemble des secteurs d'activité, l'agriculture entretient des relations étroites et parfois conflictuelles avec la biodiversité. Elle peut en être directement bénéficiaire (avec par exemple l'amélioration qualitative de la production), elle peut la modifier plus ou moins négativement et/ou contribuer à l'entretenir sur les territoires. Pour autant, cette thématique est rarement appréhendée en tant que telle par les agriculteurs. Isolée, détachée de ce qui lui donne sens, c'est-à-dire la pratique professionnelle, elle perd de sa pertinence et de sa légitimité. Il n'est donc pas si facile de recueillir une opinion sans comprendre précisément la manière dont l'agriculteur nomme et positionne cette question dans un ensemble de représentations et de pratiques.

La présente étude porte sur les freins et les leviers à la prise en compte de la biodiversité à partir de la synthèse d'entretiens menés sur les conditions de changement dans l'agriculture auprès d'agriculteurs. Ils ne peuvent donc pas être considérés comme représentatifs de l'ensemble des points de vue mais donnent sans doute une bonne idée de leur diversité et de leur convergence sur certains éléments.

Par ailleurs, cette étude n'a pas pour ambition de faire le tour des problématiques très complexes en lien avec cette question.

Il s'agit donc ici de poser quelques jalons et résultats transversaux permettant d'identifier des pistes de réflexion et de participer à l'élaboration de recommandations avec l'ensemble des partenaires de l'initiative Réseau Rural Biodiversité.

MÉTHODOLOGIE ET SOURCES

Le travail a d'abord consisté en un état de l'art des études et des recherches en sciences humaines¹ portant sur les freins, les leviers et les conditions d'acceptabilité des actions en faveur de la biodiversité en milieu agricole. Cet état de l'Art a montré que si cette question est très rarement traitée en tant que telle, elle est présente au travers de problématiques telles que la gestion des intrants, la mise en œuvre de techniques culturales plus ou moins favorables à la biodiversité, ou est abordée à partir de l'analyse des conflits d'usage entre groupes concurrents. Elle est en général traitée au travers d'exemples précis dans des contextes spécifiques, voire très spécifiques. Si les analyses permettent d'affiner la problématique, elles ne donnent pas les clés pour comprendre les conditions de son appropriation par les agriculteurs.

Notre approche se propose de contribuer, très modestement, à la connaissance du point de vue des agriculteurs sur la prise en compte de la biodiversité dans leurs pratiques professionnelles (en conventionnel, raisonné, agriculture biologique, pratiques alternatives...) et les innovations qu'elle induit. Nous nous appuyons sur un ensemble de données issues d'une recherche en cours et des échanges qui ont eu lieu dans le cadre des réunions Réseau Rural Biodiversité.

Deux sources principales pour la production de données nouvelles :

- L'analyse des échanges entre participants dans les groupes de travail « Grandes cultures » et « Viticulture » organisés dans le cadre de l'initiative « Biodiversité, pour une prise de conscience partagée ».
- L'exploitation de données issues d'une recherche en cours : SOPHY, *Conditions d'acceptabilité des changements de pratiques agricoles* portant sur cinq filières en région Centre (APR, Financement Région Centre).

¹ On trouvera une bibliographie des travaux récents à la fin de ce présent rapport.

Nous avons également bénéficié des matériaux recueillis par deux étudiantes qui ont réalisé leur Master en parallèle de la recherche SOPHY. Elles ont accepté de mettre à disposition l'ensemble des entretiens qu'elles ont menés et de partager leur connaissance des filières viticulture et maraîchage².

Ainsi, au total, nous avons pu exploiter :

- une quinzaine d'entretiens auprès d'agriculteurs Grandes cultures
- une douzaine d'entretiens auprès de viticulteurs
- une quinzaine d'entretiens auprès de maraîchers

Nous insistons sur le fait que, dans le cadre de ce rapport, nous avons privilégié le point de vue des agriculteurs. Nous nous sommes particulièrement intéressés aux conditions d'appropriation d'un discours sur la biodiversité et sur les liens perçus entre pratiques agricoles et biodiversité. Les conseillers (en réunion ou en entretiens individuels) nous ont donné à voir leurs représentations des difficultés rencontrées par les agriculteurs dans la prise en compte de cette thématique dans leurs pratiques professionnelles. Les conseillers ont par ailleurs fait part de leurs propres difficultés à appréhender cette notion dans le cadre de leur mission de conseil.

Bien que les enquêtes portent sur plusieurs filières³, nous avons privilégié une analyse transversale, de façon à identifier ce qui constitue des obstacles et/ou des leviers communs. Il conviendrait de poursuivre ce travail en procédant à une analyse plus fine des problématiques en lien avec les modes de production, les circuits de commercialisation, les conditions d'accès au foncier ou encore du contexte réglementaire des filières concernées.

² Fairier Emilie, 2012, *Modalités sociales, techniques et cognitives. Les mécanismes de l'innovation dans le cadre de conversions à la viticulture biologique*, mémoire de Master, sous la direction de Françoise Sitnikoff.

Guille Herminie, 2012, *Des réseaux sociaux aux pratiques culturelles. Enquête chez les maraîchers d'Indre et Loire*, Mémoire de Master, sous la direction de Nadine Michau.

³ Il est bien évident que chaque filière, chaque territoire concerné, développe des problématiques particulières qu'il ne s'agit pas ici de minimiser.

I- L'ABSENCE DE CONSENSUS AUTOUR DE LA DÉFINITION DE LA BIODIVERSITÉ, UN FREIN À LEVER PRIORITAIREMENT

La thématique de la biodiversité est particulièrement présente dans le contexte actuel d'injonctions au changement. Elle constitue, en effet, un objectif global quasi-mondialisé et potentiellement un puissant levier d'action en offrant des alternatives efficaces aux intrants chimiques. La biodiversité s'impose donc comme une problématique centrale pour les agriculteurs, la nature relevant à la fois d'un environnement de travail et d'une ressource exploitable. Une majorité d'entre eux est désormais consciente de jouer un rôle capital dans l'évolution de la biodiversité, et œuvre dans le sens d'une diminution de l'impact de leurs pratiques. Même si certains sont encore dans l'observation et que d'autres mettent déjà en œuvre des protocoles expérimentaux avancés, tous ont engagé une réflexion, aucun ne s'y oppose par principe.

La question de la biodiversité est encore nouvelle et reste complexe à aborder pour des agriculteurs contraints de l'appréhender sous de multiples angles. Les entretiens donnent à voir la gêne qu'éprouvent les agriculteurs à s'exprimer sur un sujet qui les concernent directement mais dont ils avouent mal maîtriser les contours et les enjeux.

1. Une définition qui fait débat

Les rencontres initiées dans le cadre du Réseau Rural Biodiversité et les enquêtes de terrain auprès des agriculteurs ont mis en évidence une diversité de points de vue, des intérêts parfois divergents, des positions idéologiques ou perçues comme telles qui alimentent des controverses et suscitent des conflits entre acteurs. Il semble difficile d'aboutir à un consensus, même minimal, autour de la définition de la biodiversité et des leviers les plus efficaces à mobiliser. Chaque acteur est en effet porteur d'un rapport singulier à la nature qui s'exprime au travers de convictions, de pratiques et de savoirs spécifiques. La nature des uns n'est pas la nature des autres...

« On voudrait tout : on voudrait comme dessiner un paysage pour que ce soit agréable, en oubliant quand même l'essentiel, c'est que le paysage a été forgé par les hommes. [...] Moi j'ai une autre idée de ma campagne ».

Agriculteur Grandes cultures en conventionnel

Les débats impliquent des acteurs aux profils très différents. Cela constitue indéniablement un atout dans la mesure où l'ensemble des parties prenantes se mobilisent sur une thématique commune. Il existe néanmoins des lignes de clivages difficilement réconciliables entre les milieux de la protection

de la nature et ceux en charge de la gestion et de l'exploitation de cette même nature. D'autant que la notion d'urgence environnementale contribue à déséquilibrer le débat au profit des premiers. Du point de vue de certains agriculteurs, les définitions institutionnelles de la biodiversité ne sont pas neutres et induisent une lecture spécifique, sous couvert de neutralité, des notions de nature, de paysage et de partage des ressources territoriales au sein desquelles l'agriculteur semble jouer le mauvais rôle : pollution, surexploitation des ressources naturelles, épuisement des sols, usages irraisonnés des intrants...

« Et ça, des fois en agriculture on..., parce que il y a eu un moment : pollueurs, agriculteurs euh, c'est bon hein. Et c'est impressionnant, alors après on dit : on ne sait pas mettre en avant notre métier, mais on a été tellement écrasés par... Bah c'est facile devant du papier, les médias sur des choses que les gens peuvent voir au quotidien hein. On n'est pas dans une usine où on ne voit pas. Nous on est avec notre "pulvé", on traite et tout ça donc tout le monde nous voit ».

Agriculteur en conventionnel

« Il y a des défis alimentaires nationaux, et plus internationaux, est-ce qu'on est capables d'y répondre ? Bon, c'est des grosses inconnues, donc ce n'est pas forcément au seul monde agricole à répondre à ce genre de questions : c'est aussi une question nationale, même des gens qui ne sont pas... Ils n'ont pas forcément - je dirais - les meilleures notions pour y répondre, parce que bon on peut tronquer facilement les réponses, mais c'est pas un enjeu uniquement agricole : c'est un enjeu national, tout comme des problématiques énergétiques. C'est ce qu'il faudrait. Techniquement, économiquement, est-ce que c'est souhaitable ? Je ne sais pas. Je n'ai pas d'a priori. Mais une fois qu'on a décidé un modèle, il ne faut pas en changer, et il ne faut surtout pas faire peser, au moindre problème, faire peser sur telle ou telle profession la suspicion. C'est le pire de tout. C'est le pire de tout ».

Agriculteurs Grandes Cultures en conventionnel

Les agriculteurs sont alors construits non pas comme contributeurs légitimes à la thématique biodiversité mais comme cibles privilégiées des politiques publiques : « ils doivent changer ».

« Après on nous demande de digérer un peu tout ça mais... (...) On nous a bien conditionnés pendant 20 ans, maintenant on nous dit " Il faut changer !" »

Agriculteurs Grandes Cultures en conventionnel

Cette logique d'injonctions descendantes se révèle globalement défavorable dans un contexte où les agriculteurs estiment que leurs pratiques professionnelles sont déjà fortement mises en cause. Elle rend partiellement inaudible les arguments en faveur de la biodiversité.

2. Un socle de connaissances scientifiques et techniques encore insuffisant pour emporter l'adhésion

La prise en compte de la biodiversité implique la sortie progressive d'un modèle agricole dominant basé sur la motorisation et le recours massifs aux intrants. Si tous les agriculteurs rencontrés voient bien la nécessité d'interroger les pratiques issues de ce modèle, certains mettent en avant les très grandes incertitudes qui subsistent autour des pratiques dites alternatives.

Les tensions sont d'autant plus fortes qu'en matière de biodiversité, il semble encore difficile de s'appuyer sur des résultats scientifiques et techniques incontestables. Cette question convoque de nombreuses dimensions (économiques, réglementaires, sociales, organisationnelles, techniques...), des acteurs très différents (chercheurs, institutionnels, associatifs, professionnels...) à des échelles de temps et d'espace complexes. Dans tous les domaines, les connaissances apparaissent comme lacunaires et se révèlent, à l'usage, extrêmement fragiles. Le manque de références crédibles est un frein important pour des professionnels qui doivent développer un modèle économique viable.

« C'est à tout un chacun de mettre en place des petites choses. Ça, ça coûte rien. Ça coûterait pas grand chose de laisser quelques fleurs, ou de pas traiter d'insecticides en pleine chaleur. Enfin... quoi que, j'ai entendu à la radio, ce n'est même pas forcément en pleine chaleur, mais... Enfin c'était un gars du Sud. Est-ce que c'est pareil ici ? Je ne sais pas, mais sûrement. Il faudrait éviter de traiter dans la rosée aussi, parce qu'apparemment les abeilles viennent se poser, et c'est là qu'il y a le plus de dégâts (...) Dans l'idée, on pensait que c'était plus le matin ou le soir qu'il fallait traiter, mais c'est peut-être pas si vrai, a priori. Et là c'était un témoignage d'un désherbant. Finalement, il y a encore beaucoup d'incertitudes encore. On ne sait pas ce qui est mieux ».

Agriculteur Grandes cultures en raisonné

Pour réduire l'incertitude et évaluer les risques, les agriculteurs ont une tendance culturelle à se tourner vers l'expérimentation locale. Ils l'utilisent à la fois comme un moyen de valider des connaissances issues de la recherche scientifique mais aussi comme une façon d'inventer de nouvelles solutions. Les entretiens montrent que la capacité à interroger ses propres pratiques, de même que la créativité, même lorsqu'elle reste discrète, est bien présente chez une majorité d'agriculteurs. La biodiversité apparaît comme un vaste champ qui reste à investir et au sein duquel les agriculteurs estiment pouvoir jouer un rôle important.

« C'est l'expérimentation digne de ce nom qui avec un nombre de répétitions, qui pourrait valider quelque chose. Moi, voilà, cette partie là va être faite, cette partie là il va y avoir six hectares qui vont être faits, c'est dans la même parcelle avec des écarts de qualité de sols différents, ce n'est pas forcément un produit. Je pense que je vais me rendre compte mais ça c'est très aléatoire. Ce qu'il faudrait c'est une véritable expérimentation qui dise : "non, allez on fout ça à la poubelle, ça vaut rien et c'est du pipo", ou "Attendez, on recommence l'année prochaine parce qu'on s'est aperçu de quelque chose, fouillons un peu, creusons", et c'est pas nous, à titre individuel (...) bah c'est à dire que vous vous pouvez démarrer, effectivement il doit y avoir des relais après. On est plusieurs agriculteurs à en faire donc on peut en discuter entre nous... ».

Agriculteur Grandes cultures en raisonné

« Parce qu'autrement, nous, on pourrait faire pas mal de choses à titre individuel ou même collectif à petits coups. Le problème, c'est qu'on ne va pas arriver à les mettre en place. Mais de toute façon, c'est nous qui avons la clé du savoir, c'est nous qui l'avons en grande partie. On a essayé de nous l'ôter, mais là on commence à comprendre dans nos réseaux que de toute façon c'est nous qui avons la clé ».

Agriculteur Grandes cultures en raisonné

L'expérience permet de donner un statut de référence crédible à certaines innovations. Son caractère local, la fragmentation de la problématique « Biodiversité » en de multiples sous-questions rassurent l'agriculteur sur la bonne adaptation des solutions au contexte particulier de son exploitation. Ceux qui, au travers de leurs pratiques professionnelles, expérimentent, font des essais, cherchent des solutions évoquent tous les tâtonnements, les expériences menées, parfois avortées, l'incertitude qui sous-tend chacun des choix.

« Depuis 4-5 ans, depuis que je me suis installé plus ou moins [...] j'essaie de travailler là-dessus avec des enherbements comme ça. Donc là, on fait du seigle un rang sur deux avec de la vesce, ce qui marche très bien, et l'autre rang on tâte : on ne sait pas trop. Là, cette année j'ai essayé triticale + luzerne, avant j'ai essayé des trèfles. Le problème, c'est que ça c'est les balbutiements, quoi. Je m'imprègne énormément de la culture céréalière, donc avec des collègues qui sont en céréales bio, qui travaillent sur des couverts et tout, et qui sont assez intéressants. Et eux ça fait déjà 20 ans qu'ils travaillent sur les semis simplifiés, sur les solutions de végétaux, sur tout ça quoi ».

Viticulteur en conversion

L'exemplarité constitue un moyen sûr de convaincre de l'intérêt de démarches favorables à la biodiversité. Elle accroît fortement la crédibilité des conseils et des mesures en sa faveur. Mais

l'apprentissage par l'expérience et/ou par l'observation nécessite du temps et reste subordonné à un certain niveau de résultats positifs. Les agriculteurs interrogés soulignent le fort impact d'un échec même lorsqu'il peut être attribué à une cause extérieure (un climat défavorable, une attaque indépendante de bioagresseurs...).

Par ailleurs, le caractère local des expériences limite la circulation et la mutualisation des résultats (*a priori* valables que dans des circonstances précises) ainsi que la répliquabilité et son transfert à un contexte plus global.

Les agriculteurs les plus avancés mettent en avant la nécessité de s'inscrire dans des réseaux de pairs dépassant les frontières des filières agricoles. On ne peut qu'insister sur l'importance des échanges informels entre agriculteurs et des dynamiques collectives dans l'adoption de nouvelles pratiques. Les enjeux se situent du point de vue de la crédibilité de la source d'information et de la circulation rapide et à grande échelle des données clés.

« Il y a trop de choses qu'on ignore. Quand un voisin ou quelqu'un du réseau trouve une solution, observe quelque chose de particulier, il le fait savoir. Ça évite de faire des erreurs et puis ça donne des idées. Tiens, j'ai fait telle chose, ça donne des résultats, ça permet de moins traiter ou bien...comme ça, on avance plus vite »

Agriculteur Grande Culture en raisonné

L'intégration de la biodiversité plus précisément de sa définition institutionnelle, représente un processus long et complexe au cours duquel les questions du sens et des missions confiées à l'agriculture doivent être posées. Les agriculteurs sont bien conscients que s'ils peuvent être des acteurs très pertinents dans la mise en œuvre d'expérimentations de terrain, ils ne peuvent en assurer, seuls, la cohérence.

Marquée par l'ambiguïté et par une forte empreinte scientifique et technique, la notion de biodiversité reste difficilement accessible et appropriable par une partie du monde agricole qui en saisit difficilement le sens. C'est l'un des freins majeurs qu'il est nécessaire de lever en priorité. Un travail de production d'un consensus même local, autour de cette notion, ainsi qu'une mise en visibilité des différents leviers reconnus comme « efficaces » (parce qu'appuyés sur des expérimentations réussies) à une échelle nationale et internationale, apparaît comme indispensable.

II - PEUR DU CHANGEMENT, AVERSION AUX RISQUES OU GESTION DE L'INCERTITUDE ?

Déjà très complexe en soi, la lecture des enjeux de la biodiversité est perturbée par un contexte de forte incertitude. En effet, les difficultés propres à chaque filière, la volatilité des prix, l'interdiction de certaines substances, l'augmentation parfois brutale du coût des intrants, l'accès réglementé à l'eau, les aléas climatiques de ces dernières années, la future PAC... sont autant d'éléments qui viennent faire obstacle à la prise en compte de la biodiversité. D'une part, parce que cela peut mettre en échec des expérimentations en cours et de fait disqualifier la démarche ; d'autre part parce que la biodiversité, encore perçue comme un risque plutôt que comme une opportunité, peut intentionnellement être mise à distance. Il est, en effet, aujourd'hui plus facile de mesurer les conséquences négatives (y compris en termes d'images sociales) de la biodiversité que d'en évaluer les bénéfiques.

1. La biodiversité, une injonction au changement parmi d'autres

Les injonctions aux changements qui portent sur les pratiques agricoles sont aujourd'hui multiples, elles induisent directement ou indirectement un bénéfice pour la biodiversité. Pour autant, la biodiversité est perçue comme une des nombreuses problématiques dont les agriculteurs doivent assumer la responsabilité. L'injonction à préserver, voire à recréer, de la biodiversité est d'autant plus difficile à s'approprier que son périmètre est encore mal évalué et qu'elle s'inscrit dans une logique de recommandations descendantes du scientifique et du politique vers les agriculteurs, sans que la question du sens ne soit jamais clairement posée. De la même manière, les réglementations et incitations n'apparaissent pas toujours comme formant un tout cohérent visant des objectifs clairs mais plutôt comme une collection de mesures dictées par des intérêts particuliers.

Les mesures favorables à la biodiversité se trouvent noyées dans un ensemble qui peut alors apparaître comme un objectif inatteignable.

« De toute façon maintenant il y a un discours technique et il y a le discours pratiquement bonne pratique agricole, on va dire, ou bon sens paysan. Et je veux dire qu'on va tellement loin dans la technique, dans l'écologie, et tout et tout, et que finalement maintenant ben les agriculteurs je trouve qu'on va finir par pas suivre, par pas suivre. On ne peut plus suivre ».

Agriculteur en conventionnel

Ce sentiment est beaucoup plus présent chez les agriculteurs qui estiment n'avoir qu'une faible marge de manœuvre par rapport à des politiques publiques dont ils dépendent. Repoussés du côté du simple exécutant, ces agriculteurs dénoncent alors la prolifération de mesures réglementaires et incitatives qui les obligent à des revirements permanents.

« C'est ça qui tue notre profession, et sur bon nombre de domaines. Et on croit aujourd'hui par exemple que le naturel ça doit être la réponse à tout. Je ne sais pas. Je ne sais pas si le naturel a réponse à tout. Par contre, l'homme il veut avoir une réponse à tout : il veut surtout, si ça se passe mal, trouver des responsables. Je ne suis pas sûr que quand il les trouve ils veulent bien désigner les bons. Ça c'est autre chose. Mais je ne sais pas, c'est des choses qui me gênent terriblement, et quand je dis que ça me gêne, ça gêne beaucoup de gens! Parce que philosophiquement... Il y a des virages à prendre, et on ne sait pas trop ce que l'on veut de nous, c'est ça qui est dur ».

Agriculteur Grandes cultures en conventionnel

« Il faut quand même qu'ils commencent, qu'ils réfléchissent sérieusement à ce qu'ils veulent réellement, mais on ne peut pas faire tout et son contraire ».

Agriculteur Grandes Cultures en conventionnel

Dans un contexte où les agriculteurs s'estiment déjà très réglementés et contrôlés, certains d'entre eux développent le sentiment que les décisions sont prises et des priorités posées en l'absence d'une estimation crédible des enjeux et des impacts pour l'activité agricole.

Le fait que la biodiversité soit prise dans un contexte global d'injonctions au changement sur fond d'incertitude lui donne à la fois un caractère transverse (tous les domaines semblent *a priori* concernés) et un caractère quasi anecdotique dans la mesure où la biodiversité est réduite à quelques éléments emblématiques (les abeilles, les vers de terre, les oiseaux, le gibier...). Ainsi, lorsque l'on interroge les agriculteurs sur ce qu'ils pensent des questions soulevées par la biodiversité, ils apportent des réponses disparates.

« Conserver la biodiversité ça veut dire conserver toutes les espèces qui existent aujourd'hui. Je ne sais pas... Je ne sais pas si c'est bien. Enfin si c'est peut-être bien pour euh... pour qu'on sache, pour pas qu'on perde la mémoire, si vous voulez savoir ce qu'il y avait avant. (...) J'ai un copain qui est un peu fêlé avec ça. Il garde plein de... Toutes les variétés de tomates, les tomates anciennes et tout ça. Mais il y en a qui sont immangeables, il y a aucun intérêt, c'est vraiment histoire de dire : avant il y a avait. Après la biodiversité on va dire : faut pas chasser parce que faut conserver toutes les espèces d'animaux mais aujourd'hui les sangliers c'est un gros problème, donc (rires) (...) J'ai un copain qui est écologiste à fond : faut pas tuer les sangliers, faut pas... Il habite en Sologne et maintenant il fait venir les chasseurs chez lui tellement il est envahi par les sangliers ».

Maraicher, agriculture raisonnée, pratique la lutte intégrée

« Moi je ne peux pas dire que je me pose tellement la question de ça quoi. Je fais attention. Bon, je suis chasseur, et donc je fais super attention au gibier, mais après je ne peux pas dire que ça bouleverse, que ça me bouleverse dans le travail quoi, il faut être franc ».
Agriculteur Grandes cultures en raisonné, TCS

Seule une minorité associe spontanément la biodiversité à une ressource. Il s'agit en général d'agriculteurs qui ont déjà intégré de nouvelles pratiques. Le maraîchage et la viticulture semblent collectivement plus avancés que les céréaliers mais il n'y a pas de régularité. L'attention portée à la biodiversité dans le cadre professionnel reste aujourd'hui encore très dépendante d'une prise de conscience individuelle.

« On parle de tout ça sans, j'ai l'impression, se rendre compte de ce que c'est exactement (...) En tous cas moi j'ai plus, par exemple si je consomme bio (...) j'ai plus l'impression de faire du bien à des sols, à des insectes, à des milieux aquatiques et voilà, que à mon corps à moi. Parce que j'ai l'impression de savoir quelles bestioles un coup de fongicide ça va dézinguer, et d'insecticide. Et puis, voilà, de les contempler plus longtemps ».
Maraîcher, agriculture biologique

« C'est la forêt derrière avec la rivière qui est pas loin. Et là on a la chance d'être dans un biotope qui est très diversifié. Tu as des champs, t'as un plateau de céréales, tu as des vignes derrière, là t'as une vallée avec une zone plutôt humide, des brouillards matinaux et de l'eau avec des bestioles qui tournent dans cette zone là. Voilà. C'est une chance pour nous ».
Maraîcher, agriculture Biologique

Cette forte disparité témoigne non seulement d'un niveau de connaissance souvent minime, mais aussi de la difficulté à s'entendre sur le périmètre exact de la biodiversité. Elles donnent aussi à voir des représentations parfois surprenantes de la biodiversité : vision réductrice ou au contraire très large, ciblée sur des espèces nuisibles ou alors seulement centrée sur la biodiversité utile. Certains agriculteurs renvoient la biodiversité à l'idée de conservation des espèces, d'autres au respect de la faune, en particulier du gibier, d'autres encore évoque l'aspect esthétique... **Les agriculteurs ont beaucoup de mal à appréhender la définition institutionnelle de la biodiversité. L'absence de repères clairs, de priorités, perturbe les conditions d'appropriation de cette thématique.**

2. Pas d'opposition de principe mais une mise en avant des incertitudes et du risque d'irréversibilité

Les agriculteurs rencontrés ne s'opposent pas, par principe, à la mise en œuvre des pratiques favorables à la biodiversité. S'ils contestent le bien-fondé de certaines injonctions au changement, ils ont tous adapté leurs pratiques culturales, que ce soit par adhésion, par le biais d'incitations ou sous la pression directe ou indirecte de réglementations.

« J'ai l'impression d'être acteur depuis toujours. Dans ma façon de travailler, ce n'est pas nouveau, ce n'est pas nouveau. Après, que je ne mette pas d'étiquette ou de nom sur ce que je fais, parce que c'est l'effet de mode mais on essayait de travailler comme ça. Le développement durable, indirectement c'est de la gestion, c'est ce qu'on sème. Après de le dire, de le montrer, d'en parler, c'est très bien parce qu'il faut changer notre image aussi. Je pense, après est-ce que j'ai l'impression que ça va faire quelque chose ? Non, parce que c'est de la façon qu'on travaillait. Après de le dire, d'en communiquer autour, oui. Mais bon, qu'ils fassent ça chez les autres... ce que je veux dire c'est que la coopérative a des fermes pilotes j'ai bien assez de choses à m'occuper entre la ferme et tout ça, la mairie, pour me lancer là dedans. Mais ce n'est pas pour ça que je suis contre ou réfractaire, c'est ce que je fais sur mon entreprise hein, finalement. On fait différentes cultures, des rotations, donc moi ça fait depuis 96 que je fais de la biodiversité ».

Agriculteur grande culture en conventionnel

« Bah ça permet de nous ouvrir à autre chose un petit peu que notre quotidien de suivi de culture. Je trouve que connaître notre flore, notre faune, après c'est vrai que garder une hauteur de champ, ne pas broyer, ne pas... On sait bien que l'assainissement de nos parcelles se fait par la rive du champ, par nos chemins, donc il faut quand même avoir maîtrise de tout ça. On veut bien garder... enfin qu'il y ait des oiseaux qui fassent leurs nids dans le bas coté ou... mais comment lier tout ça ? Il faut être très vigilant ».

Agriculteur grandes cultures en raisonné. Une partie de la production en vente directe huile de Colza. Réseau Bienvenue à la ferme

« Bah moi de toutes façons c'est bon, c'est une exploitation maraîchère le but ce n'est pas que ça soit mort, c'est que ça soit vivant. Puis rien que pour... C'est peut-être même presque égoïste, c'est pour mon plaisir aussi. T'es en train de biner, bah c'est physique, machin, t'en chies un peu, et puis bah t'as ton regard qui se pose sur un bel insecte ou un piaf qui te fait un chant, c'est agréable. Se faire plaisir en favorisant la vie quoi, tout simplement ».

Jeune maraîcher en biologique. Circuit court de commercialisation

Même convaincus, les agriculteurs restent très vigilants quant aux options techniques retenues et aux contraintes qu'elles induisent du point de vue de leur activité. Pour des raisons économiques évidentes mais également parce que cela engage l'exploitation souvent sur plusieurs années.

« Moi je suis toujours, je suis sur le triptyque agriculture raisonnée et la biodiversité en fait partie mais tout ça ne doit pas se faire au détriment de la qualité des produits, ne doit pas se faire au détriment de la rentabilité de l'entreprise parce que derrière une entreprise comme la nôtre il y a des emplois et donc des familles qui attendent leur paye à chaque fin de mois ».

Maraîcher agriculture raisonnée

Les mesures en faveur de la biodiversité induisent des freins spécifiques. Il ne s'agit pas seulement, comme il est généralement admis, de la peur du changement. Les agriculteurs sont dans des logiques d'adaptation quasi-permanente, de même que la notion de risque calculé est une composante de la culture professionnelle des agriculteurs soumis à de multiples aléas. Les discours recueillis auprès des agriculteurs renvoient plus certainement à la peur de s'exposer (d'un point de vue économique et technique mais aussi social) sur un terrain dont les objectifs et les moyens restent mal définis. L'intérêt agronomique et économique restant à démontrer, les agriculteurs restent prudents d'autant qu'ils ont le sentiment que s'ils s'engagent sur cette voie, il ne leur sera pas possible d'abandonner même ponctuellement les nouvelles pratiques. La peur du caractère irréversible de certaines actions est réelle.

Les agriculteurs évoquent deux cas de figure : les conséquences à long terme ont été mal mesurées et anticipées (par exemple le « salissement » durable des parcelles, la création d'un milieu favorable à la prolifération de nuisibles..) ; les mesures incitatives contraignent à se maintenir dans un dispositif alors même que le contexte n'est plus du tout favorable. Ces obstacles, de nature différente, se renforcent l'un, l'autre, le risque de salissement apparaissant comme potentiellement plus important si la marge de manœuvre est réduite par un cahier des charges, une réglementation ou encore une mesure incitative.

3. Un rapport coût/bénéfice encore mal connu

Pour la majorité des agriculteurs rencontrés, le rapport coût/bénéfice de la mise en œuvre de pratiques favorables à la biodiversité reste encore trop incertain y compris, et sans doute surtout, d'un point de vue sociétal. L'argument économique reste cependant central pour des agriculteurs qui estiment au mieux le rapport coût/bénéfice. Mais si cet argument est important, il ne suffit pas pour emporter l'adhésion.

« Justement, on fait des comptages : on compte les oiseaux, on compte les insectes, les vers de terre, et tout le bataclan, pour voir si tous les aménagements en faveur de la biodiversité que moi je fais, et certains aussi, ont vraiment... Qu'on puisse le mesurer, qu'on puisse quantifier et mesurer l'impact que ça peut avoir sur nos pratiques. Moi je pense, je suis convaincu que ça a un impact, mais impossible de le mesurer, si ce n'est que j'ai quelques indicateurs du style les trucs qui disparaissent : moi j'ai des perdreaux alors que les autres ils en ont pas, j'ai des renards qui ne mangent pas mes perdreaux parce qu'ils ont d'autres choses à manger, alors que chez les autres les renards ils mangent les perdreaux, va savoir pourquoi ; j'ai des abeilles qui vivent bien. J'ai des petits indicateurs comme ça. J'ai des plantes indicatrices aussi, qui font que je me dis "Tiens, là il se passe quelque chose qui va bien". Des petits signes comme ça. Mais j'ai que ça. Alors après, économiquement, je n'ai rien pour mesurer économiquement ce que ça me rapporte. Parce que c'est ça en fin de compte le but de la manœuvre : aux paysans qui ne plantent rien, il faut leur dire "Si vous plantez une haie, ça va vous coûter tant, mais ça va vous rapporter tant"(...) Et ça on est incapable, aujourd'hui, de mesurer, de quantifier monnaie sonnante et trébuchante ce que peut apporter une haie ».

Agriculteur Grandes cultures en Agriculture Biologique

« Là on sait combien ça coûte, un mètre linéaire de haie, on sait à peu près. Ce n'est pas très cher et en plus il y a des aides et des avantages. (...) Bon, on pourrait y aller comme ça sur des aménagements ou d'autres choses mais la question reste 'quels sont les risques ?'. Est-ce que je ne vais pas me planter, introduire quelque chose qui va venir perturber... ou alors, je ne sais pas, un truc que je ne sais pas gérer (...) ».

Agriculteur Grandes cultures en conventionnel

La difficulté à valoriser économiquement l'impact de la biodiversité sur la production renforce le doute et l'attentisme de certains agriculteurs mais elle ne peut expliquer à elle seule la réticence à s'engager sur ce terrain.

4. La biodiversité, un risque aussi social

Certains enjeux d'acceptabilité sont de nature symbolique. La grille de lecture mobilisée par les agriculteurs se révèle globalement défavorable. Les oppositions classiques "Domestique/Sauvage", "Maitrisé/Envahissant", "Utile/Nuisible", positionnent la biodiversité à l'opposé même de la définition d'une agriculture associée à l'idée d'une nature contrôlée par l'homme et orientée vers un objectif de production supposant la maîtrise de la faune et de la flore.

« Voilà, aujourd'hui je ne peux pas broyer mes tours de champs alors que mes champs se salissent parce qu'on n'est pas le premier juillet ou le dix juillet, je sais plus, enfin bref voilà, ce genre de conneries que je ne supporte plus. Mon champ il est dégueulasse, ce qui veut dire qu'à la moisson au lieu de ne rien faire dedans je suis obligé de passer un coup de Roundup sur mes tours de champs parce qu'ils vont s'être salis au jour d'aujourd'hui mais la réglementation m'interdit de détruire les tours de champs avec un broyeur pour limiter les graines, les mauvaises graines du chemin. Ca c'est epsilon mais je ne supporte pas. Je ne supporte pas. Un peu de jugeote, un peu de... mais bon, c'est un exemple parce que j'ai ça à faire et que je ne peux pas ».

Agriculteur Grandes cultures en conventionnel

Le risque est de s'affranchir d'un certain nombre de valeurs fortes et au passage de s'exposer à une forme de réprobation sociale dans la mesure où la notion de travail bien fait est mis en cause.

« Oh ben le regard, non, le regard des gens, ça ce n'est pas très important. Mais au début c'est pour ça que moi j'ai mis un petit peu de temps, parce que ça, c'est ça : accepter que des fois ce n'est pas toujours nickel. Par contre, quand on y arrive c'est très bien. Mais à côté de ça, ce qui compte, c'est surtout le raisin, plus que la vigne. Donc avoir des super beaux raisins, ça compte ! C'est la base, en fait, parce qu'on ne fait pas du vin avec des feuilles, quoi ! [rires] C'est presque plus esthétique, c'est curieux, mais c'est presque ça. Après, aussi, les mentalités changent quand même en agriculture ».

Viticulteur en conversion

« Ils vont me regarder d'un œil bizarre avec l'agro foresterie, et comme le semis direct aussi ça m'a empêché de... J'ai un voisin qui a cédé sa ferme il y a deux ans, avec qui je m'entendais bien, enfin je croyais, et le semis direct lui a empêché de me louer quelques parcelles de terre : je lui avais demandé 1,75 hectare, en 13 parcelles cadastrales. Donc il y a des parcelles qu'étaient pas plus grandes que la pièce là. Et il ne peut pas y accéder sans passer dans mes terrains. Enfin bref, comme je suis en semis direct, je ne sais pas travailler. Donc je ne sais pas travailler, il me loue pas les terres. Mais pourquoi ? Est-ce qu'il craignait que ses terres se déprécient ? Oui, c'est ça ».

Agriculteurs en Grandes Cultures Technique des semis directs

« Mais après, de toute façon l'agriculture c'est comme le reste : si on ne réussit pas, on se moque de nous ; et si on réussit de trop, on nous envie. Alors moi je m'occupe pas de tout ça : je fais ce que j'ai envie de faire, et puis voilà. Et je ne cherche pas les rendements... ».

Agriculteur Grandes cultures en raisonné

« Ça se voit pas, ça donne pas envie à mes voisins, ça se voit pas cette richesse-là, mais c'est une richesse qui va produire, qui produit, et qui produit en permettant des économies d'engrais. Ça se voit pas, ou nettement moins que si j'achetais un tracteur neuf, et... ».

Agriculteur Grandes Cultures TCS

Le regard social du voisinage mais aussi de son propre cercle familial représente un poids important dans l'inertie des pratiques, il est un véritable obstacle à certains changements. Cela ne signifie pas pour autant que la réflexion n'est pas engagée. Les agriculteurs qui ont initié des changements de pratiques parfois radicaux ont d'une manière ou d'une autre pris en compte leur environnement social soit pour ne pas blesser leurs proches, soit pour ne pas provoquer de conflits de voisinage. Nous avons recueilli de nombreux témoignages sur la difficulté de s'affranchir de l'opinion des proches. Tel ce jeune agriculteur qui a attendu que son grand-père décède pour expérimenter le sans labour visiblement mal compris par son aïeul, ou encore, ce céréalier qui a attendu le départ en retraite de son propre père pour passer toute son exploitation en TCS.

D'un point de vue sémantique, l'utilisation d'expressions comme propre/sale pour définir l'état d'un champ est évocatrice du rapport entretenu avec une nature dont ils dépendent. La volonté de réduire les aléas et les risques constitue une constante dans l'histoire de l'agriculture. Elle continue de structurer fortement les représentations. La notion de biodiversité reste pour l'instant une valeur exogène que le monde agricole commence à s'appropriier au travers de pratiques qui impliquent de reconsidérer le rapport à la « nature ». De plus en plus d'agriculteurs intègrent, parfois timidement, de nouvelles pratiques et des aménagements favorables à la biodiversité. Ils engagent alors un processus d'apprentissage et d'observation qui les conduit à modifier progressivement leur point de vue. **Mais l'absence de références crédibles, le fait que la formation professionnelle des agriculteurs en activité n'ait finalement pas ou peu abordé ces questions, l'incertitude quant à l'impact de tels pratiques et aménagements sur les cultures retardent l'engagement des agriculteurs.**

La biodiversité reste une valeur exogène que les agriculteurs s'approprient de manière très différenciée en fonction des ressources dont ils disposent et de la perception qu'ils ont de leurs propres marges de manœuvre. Plus les marges de manœuvre apparaissent comme importantes, plus le rapport risques/bénéfices est favorable à la mise en œuvre de pratiques en faveur de la biodiversité. La réduction des incertitudes passe sans doute par une association plus étroite des agriculteurs comme contributeurs légitimes à la production de références et de connaissances propres.

III - POUR LES AGRICULTEURS, UNE PLACE DIFFICILE À TROUVER

La prise en compte de la biodiversité passe par de très nombreuses actions, aménagements et/ou changements de pratiques. Ces derniers peuvent être directement associés au maintien et développement de la biodiversité ou bien avoir un impact indirect important sur cette dernière sans que ce soit l'objectif prioritaire fixé.

Optimisation des intrants, agriculture intégrée, diversification des assolements, techniques culturales simplifiées, certains aménagements ou adaptations des matériels comme les couverts d'inter-cultures, la réduction des impacts de la mécanisation sur la faune, la création d'éléments fixes du paysage ou jachères mellifères... tous participent d'une meilleure prise en compte de la biodiversité. Pour autant, ils ne peuvent être considérés comme équivalents. Certains peuvent être introduits progressivement et nécessitent des ajustements réels sans remise en cause radicale des pratiques, tandis que d'autres impliquent des changements profonds voire des ruptures du point de vue des compétences mobilisées et des techniques sélectionnées. Ils induisent une réévaluation de ses propres compétences et nécessitent de nouveaux apprentissages.

Le discours institutionnel a construit une entité 'biodiversité' autonome des problématiques qui la compose. Pour les agriculteurs, la biodiversité se décline au travers de nombreuses activités et implique de toutes aussi nombreuses compétences. **La confusion sur sa définition et son périmètre ainsi que sur les objectifs effectivement poursuivis à moyen et long terme, la difficulté à trouver un langage commun, limitent l'adhésion.**

1. Donner du sens aux actions et aménagements en lien avec la biodiversité

Produire pour l'alimentation des populations reste la mission prioritaire du point de vue des agriculteurs. Participer à la préservation de la biodiversité, plus encore à son enrichissement, apparaît alors comme un objectif potentiellement concurrent (une exploitation moindre de certaines terres fertiles, un obstacle au développement local, un surcoût difficilement supportable dans certaines filières déjà très éprouvées économiquement...). L'agriculteur a-t-il pour mission principale de préserver les réserves de gibiers, de protéger certaines espèces animales ou végétales (nous ne parlons pas ici de la protection de grands carnivores qui est sujet à controverses) ou encore de participer à l'esthétique globale du paysage ? La question n'est pas nouvelle mais les agriculteurs continuent de la poser y compris lorsqu'ils sont eux-mêmes engagés dans des pratiques respectueuses de la biodiversité. En proposant de multiples interprétations des objectifs effectivement poursuivis, les arguments mobilisés pour convaincre les agriculteurs brouillent le message principal.

Fils « *Ça sert à rien qu'il y ait un bon bout de jachère dans le bout de mon hangar : je ne vois pas à quoi il sert au niveau environnemental, à part qu'il y ait deux perdrix dedans.*

Père : *Pour celui qui passe en voiture, ça fait quelque chose quand même.*

Fils : *Oui, ben je ne suis pas un agriculteur pour celui qui passe en voiture. C'est ça, c'est les gens qui viennent cueillir le muguet quoi.*

Père : *Non il y a certains secteurs, c'est que des champs de jachère quoi ! Avant, c'était propre : tout était... Alors maintenant...*

Fils : *Oui mais les citadins ils voient "Oh, la belle pelouse !".*

Père : *Voilà ».*

Agriculteurs Grandes Cultures en conventionnel

« Comme ça double, un hectare de jachère mellifère vaut deux hectares de jachère normale. Donc je fais que de la mellifère et puis dans un bout de champ. D'accord. Ça, ce n'est pas problématique, pour vous ? C'est joli quand ça fleurit, mais c'est tout ce que ça sert quoi ! Ça a un coût ? Ça a un coût, oui. Ben ça fait du blé en moins. C'est encore un... Voilà ».

Agriculteur Grande Culture en conventionnel

Le risque est d'aboutir à des formes d'engagement non pérennes dans la mesure où le niveau d'adhésion de l'agriculteur est faible voire inexistant. Ainsi, un des agriculteurs rencontrés nous a fait part de la façon dont les incitations peuvent être comprises.

*« On nous dit de planter des haies mais on ne nous demande pas de les planter intelligemment (...) J'ai fait comme ça m'arrange moi mais je sais que c'est pas optimal mais bon on nous demande pas non plus... ». *Agriculteur grandes cultures en conventionnel**

Au travers de ce que dit cet agriculteur, on voit transparaître à la fois la déception de n'être pas associé à la définition des moyens et tout l'échec d'une incitation qui ne prend visiblement pas sens dans l'ensemble des pratiques.

2. De nouvelles compétences pour de nouveaux enjeux ?

La prise en compte de la biodiversité par les agriculteurs ne nécessite pas seulement des aménagements mineurs, à la marge, mais implique de repenser l'activité professionnelle, son rythme, les savoirs et savoir-faire mobilisés. Cela représente souvent une véritable rupture qu'il faut négocier. Il s'agit, en effet, pour l'agriculteur :

- de nouer de nouveaux rapports avec son milieu et d'en expérimenter l'efficacité du point de vue des objectifs de production ;
- de donner du sens à des aménagements et des pratiques proposés par des tiers (par le biais d'incitations et/ou de réglementations) ;
- de produire des connaissances « contextualisées » en relation avec un modèle scientifique universel, ce qui implique un effort de traduction ;
- et enfin, élaborer des pratiques adaptées et pérennes.

Les changements attendus doivent s'opérer en fonction de priorités qu'il faut renégocier dans un contexte où les marges de manœuvres restent très étroites tant d'un point de vue économique que réglementaire.

« Ça a pas été la mort du petit cheval mais bon on a commencé à nous dire un peu ce que l'on devait faire. Les contraintes de pas faire telles choses avant le 15 février, ne pas faire telles choses avant... commencer à labourer à partir du premier novembre etc. etc. etc., entre guillemets... C'est au niveau des temporalités que ça a l'air d'être vraiment un problème ? Là, la moisson, je suis désolé mais on va la terminer au 15 août, au 25 on sème du colza, entre les deux il faut qu'on déchaume. J'espère qu'on a encore le droit de prendre une semaine de vacances, qu'on sème de l'engrais, on a une semaine pour faire ça parce qu'on a... semé les jachères, semé les couloirs végétaux sur 100% de la surface Je ne sais pas...(...). Ouais et puis ils sont mal pensés. Ce n'est pas que les conneries avancent, enfin je ne pense pas qu'on a fait que des conneries. On en fait pas plus maintenant qu'on est régenté qu'on en faisait avant quand on avait notre esprit d'initiatives ».

Agriculteur Grandes Cultures en raisonné

Cela engage, un processus complexe, potentiellement long dont il ne faut pas sous-estimer la difficulté. Car il s'agit bien d'intégrer des changements, parfois ténus, parfois plus de l'ordre de la rupture, qui doivent se négocier dans la durée.

S'il peut sembler que le passage vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement s'opère brutalement, il est en principe le résultat d'une réflexion longuement mûrie. Il faut plusieurs années pour opérer ces changements, souvent silencieusement. Les agriculteurs observent, se renseignent, s'inscrivent dans des réseaux, expérimentent pendant trois, quatre, cinq ans, voire beaucoup plus avant de se lancer. Il est difficile aujourd'hui d'évaluer le niveau de maturité collective sur la question de la biodiversité.

« Maintenant on fait des travaux de sol où on fissure le sol, verticalement. Comme ça on ne retourne pas toute la faune et la flore, surtout la faune du sol, c'est-à-dire les vers de terre, les insectes qui dégradent la matière organique et qui font une vie microbienne dans son ensemble. Et là aussi...en faisant comme ça on a des enracinements qui sont bien meilleurs. Donc qui dit racines dit une plante qui se développe mieux dit une plante qui va mieux résister aux maladies extérieures. Donc c'est un ensemble. En fait, on ne peut pas, il n'y a pas une mesure dans ma façon de faire qui va être révolutionnaire, mais c'est un ensemble de petites mesures comme ça qui font qu'on arrive à...(...) ça implique que des fois on détruit de la marchandise mais, bon, ce n'est pas grave ».

Maraîcher, Agriculture raisonnée

« Je ne dis pas qu'on ne pourrait pas y arriver, mais c'est une mise en route, enfin c'est une compétence que je n'ai pas et moi ça se passe très bien comme je suis, et puis voilà. Oui, voilà. Je fais du labour très simple : pas trop creux, pas systématique, et voilà. Après, le TCS, par rapport aux problèmes de mauvaises herbes et tout ça, il faut être techniquement très bon. Enfin il faut être bon ».

Agriculteur, Grandes cultures en raisonné

« Et puis après, on découvre : on découvre le métier de l'agriculture biologique. C'est un métier complètement différent. Et puis on découvre aussi l'environnement, parce qu'on est comme des bleus, on ne connaît rien. Donc depuis 12 ans, je suis à l'école, et j'apprends mon métier, et c'est passionnant. Et c'est là que j'ai découvert que c'est le métier que je voulais faire, alors que je ne le faisais pas : sans le savoir, je ne le faisais pas avant, mais il fallait que je passe ce cap-là pour découvrir ça ».

Agriculteur Grandes cultures, Agriculture biologique

3. Quels leviers mobiliser ?

Les leviers permettant d'agir sur les freins d'ordre sociologique peuvent être classés en deux grandes catégories. Des leviers que nous pourrions qualifier de classiques (économique et réglementaire) et des leviers qui renvoient à la réforme des cultures de métier.

Les leviers classiques se révèlent globalement opérants. Ils ont souvent le mérite d'enclencher des pratiques et d'emporter parfois l'adhésion, mais ils présentent le risque de n'être adoptés que de manière superficielle. Le levier économique se révèle efficace à court terme, il peut, en effet, permettre aux agriculteurs d'entrer dans des pratiques en faveur de la biodiversité mais ne garantit pas une adhésion à long terme. Seul, il peut se révéler contre-productif en produisant essentiellement des effets d'aubaine. Par ailleurs, les agriculteurs mettent en cause le risque de réversibilité des pratiques induites par l'abandon des contreparties financières. Mal compris, les leviers réglementaires présentent toujours le risque d'induire des stratégies systématiques de contournement.

Les leviers qui s'adressent plus précisément à la culture de métier sont un peu plus complexes à mettre en œuvre mais ont l'avantage d'engager des changements profonds et durables en emportant l'adhésion. L'enjeu est ici de faire passer la biodiversité du statut de valeur exogène, difficile à interpréter et encore plus difficile à mettre en cohérence avec les pratiques et les représentations professionnelles, à un statut de valeur de métier parfaitement intégrée dans les savoirs et savoir-faire. Cela passe par la valorisation de la réduction des formes de dépendance au travers de la réappropriation de certains savoirs et pratiques. L'enrichissement des tâches, le fait de donner du sens aux actions permet de se réapproprier son métier et d'une certaine manière d'en devenir acteur. « Faire autrement », « réinvestir son métier », font partie des arguments les plus souvent mobilisés pour expliquer l'engagement vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement y compris lorsqu'elles réclament des efforts importants en termes de temps, de pertes potentielles et d'investissements. « La réinvention du métier » au travers d'une valeur positive telle que la biodiversité est sans doute l'un des leviers les plus pertinents. D'autant que la prise en compte de la biodiversité et la communication qui pourrait être initiée autour de ces changements de pratiques pourraient participer de la restauration et/ou le renforcement d'une image positive de l'agriculture auprès d'un grand public que les professionnels ont le sentiment de devoir convaincre sur fond de scandale alimentaire et de méfiance généralisée à l'égard des produits de consommation.

La prise en compte de la biodiversité par les agriculteurs implique de repenser l'activité professionnelle : les temporalités, la qualité d'engagement, les savoirs et savoir-faire mobilisés. Cela représente souvent une véritable rupture qui se négocie dans un temps long. L'absence d'engagement visible au travers d'actions concrètes ne doit pas être interprétée comme une forme de résistance au changement. Le temps d'observation et d'intégration, au regard des contraintes qui pèsent sur les agriculteurs, peut être relativement long. La maturation est une étape nécessaire pour garantir un niveau d'adhésion compatible avec les enjeux de la biodiversité.

Les leviers permettant de valoriser les cultures professionnelles des agriculteurs ainsi que ceux favorisant leur autonomie sont sans doute les plus efficaces. Les agriculteurs ne doivent pas seulement être la cible des politiques publiques, ils doivent en devenir les partenaires privilégiés.

CONCLUSION

Dans cette étude, nous avons mis en évidence trois grands types de freins à la mise en œuvre de pratiques favorables à la biodiversité :

- **Des freins de nature symbolique** qui convoquent à la fois la question de la définition de la biodiversité et la question du sens et de la valeur sociale attribuée à sa mise en œuvre ;
- **Des freins contextuels** en lien avec la réception de la notion de biodiversité et de sa mise en œuvre effective. Le contexte économique, technique et réglementaire se révèle en effet plus ou moins favorable à la prise en compte de la biodiversité par les agriculteurs ;
- **Des freins techniques** en rapport avec la mobilisation de compétences spécifiques et la culture professionnelle.

Les discours des agriculteurs sur la biodiversité se révèlent très hétérogènes. Trois raisons principales peuvent être évoquées :

1) Chez les agriculteurs, les connaissances sur la biodiversité sont encore globalement lacunaires, parfois presque inexistantes. Seule une minorité de professionnels maîtrise au moins partiellement un domaine de la biodiversité, en règle générale la vie des sols et les auxiliaires de culture. Les pratiques culturales induisent, en effet, plus ou moins de familiarité avec la question de la biodiversité. Par ailleurs, le traitement de cette thématique sous un angle scientifique est relativement récent et renvoie à un champ de connaissances et de compétences dont les contours restent mal définis. Les agriculteurs disposent donc d'un capital connaissance/compétence très variable dans la construction d'une opinion sur le sujet.

2) La perception de l'innovation est dépendante de l'évaluation du rapport entre investissement nécessaire (en temps, en matériel, en argent), risques encourus (économiques, techniques, agronomiques, sociaux) et bénéfiques escomptés sur une échelle de temps plus ou moins importante (à court, moyen et long termes). C'est alors le niveau d'autonomie perçu ou réel (ou sa quête/reconquête) qui semble constituer le facteur le plus favorable au changement. A contrario, les contraintes économiques (le niveau d'endettement par exemple), la pression sociale (rapport au voisinage ou encore à ses propres parents) peuvent faire obstacle à l'engagement alors même que la réflexion est par ailleurs très présente. Le positionnement se construit également autour de la perception des ressources disponibles et de la capacité à maîtriser les enjeux du changement.

3) Si l'on observe des lignes de partage assez nettes dans la manière d'appréhender la biodiversité, **la majorité des agriculteurs se sentent dépossédés d'une thématique dont ils estiment qu'elle constitue le cœur même de leur activité.** Ce sont bien les conditions de l'innovation qui sont ici interrogées. Construits comme de simples cibles des politiques publiques et non comme contributeurs légitimes, les agriculteurs ont tendance soit à en minorer l'intérêt, soit à voir les savoirs associés comme une opportunité de reconquête d'une autonomie professionnelle perdue. Il est souvent difficile d'évaluer l'engagement réel dans des pratiques favorables à la biodiversité tant cette thématique concentre de conflits potentiels. Rappelons que la « biodiversité » a été constituée en objet autonome alors même que du point de vue des agriculteurs, elle fait partie intégrante de l'activité agricole et de leurs pratiques professionnelles.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

ALPHANDERY (Pierre), FORTIER (Agnès) : « Les savoirs locaux dans les dispositifs de gestion de la nature », in BERARD (Laurence) *et alii* : *Biodiversité et savoirs naturalistes locaux en France*, coéd. Cirad/Iddri/IFR/Inra, 2005.

BARTHEZ (Antoine) : « Les relations de l'agriculteur avec son travail, une longue histoire, de forts changements actuels » in *Travaux et innovations*, n° 25, 1996, p.15-17.

BEGUIN (Pascal) et CERF (Marianne), dir. : *Dynamique des savoirs, dynamique des changements*, Paris, Octares Editions, 2009, coll. « Travail et Activité Humaine ».

BONNAUD (Laure) *et al*, « Le rôle du marché dans le contrôle des traitements phytosanitaires », *Terrains et Travaux*, 2012/1, n° 20, p. 87-103.

BRANGEON (Jean-Louis) et CHITRIT (Jean-Jacques) : « Les Eléments de durabilité de l'agriculture biologique », in *Courrier de l'environnement*, n° 38, nov.1999.

CARDON (Philippe) : « Les évolutions du travail agricole au prisme des rapports sociaux », in *Raison présente*, n° 148, Paris, Nouvelles Éditions Rationalistes, 2011.

CARDONA (Aurélie) et LAMINE (Claire) : « Projets multi-acteurs et politiques publiques : un moyen de développer les systèmes bas intrants et l'agriculture biologique ? » in *ISDA 2010 Innovations et Développement Durable dans l'Agriculture et l'Agroalimentaire*, Montpellier, 28-30 Juin 2010.

CAZALS (Clarisse) : « Qualités et innovations environnementales dans la viticulture et l'arboriculture fruitière ; l'apport des mondes de production », in *Revue d'économie industrielle*, n° 126, 2009, p. 31-52.

CERF (Marianne) *et alii* : « Vers des systèmes économes en intrants : quelles trajectoires et quel accompagnement pour les producteurs en grandes cultures ? », in *Innovations Agronomiques*, n° 8, 2010, p. 105-119.

CHAMBRE D'AGRICULTURE 28 : *Repérage régional « Agriculture Biologique »*, 2009. En ligne] URL http://www.chambre-agriculture28.com/fichiers/documents/odasea_reperage_bio/restitution_comite_pilotage_Bio_2009.pdf

CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE : *Stratégie de la filière horticulture-pépinière en région Centre*, 2008. [En ligne] URL http://draaf.centre.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Strategie_horti_pepiniere_aout_2008_cle0c6848.pdf

DANIEL (François-Joseph), « Environnement et contre-mobilisation agricole aux Pays Bas », *Etudes Rurales*, 2011/1, n° 187, p. 203-216.

DARRE (Jean-Pierre) : *L'Invention des pratiques dans l'agriculture, vulgarisation et production locale de connaissance*, Paris, éd. Karthala, 1996, coll. « Hommes et sociétés ».

DEMEULENAERE (Elise), GOULET (Frédéric), « Du singulier au collectif. Agriculteurs et objets de la nature dans les réseaux d'agricultures « alternatives », in *Terrains & travaux*, 2012/1, n° 20, p 121-138.

DEVERRE (Christian) *et alii* : « Les “scènes locales” de la biodiversité : la construction du réseau Natura 2000, en France », in *Façade, Résultats de recherches du département INRA-SAD*, n° 26, 2007.

DOUGUET (Jean-Marc) et FERET (Samuel) : « Agriculture durable et agriculture raisonnée, quels principes et quelles pratiques pour la soutenabilité du développement en agriculture ? » in *Natures Sciences Sociétés*, 2011, vol. 9, n° 1, p. 58-64.

ERNST & YOUNG ADVISORY : *Quelle filière légumes durable en région Centre et pour quels marchés ?* Synthèse du diagnostic et des recommandations, mars 2008. [En ligne] URL http://www.centre.chambagri.fr/fileadmin/documents/CRA_Centre/Filieres/Legumes/CRA_Centre_Synth%C3%A8se_finale_fili%C3%A8re_l%C3%A9gumes_18_03_08.pdf

FORTIER (Agnès) : « La conservation de la biodiversité. Vers la constitution de nouveaux territoires ? », in *Études rurales*, n° 183-1, 2009, p. 129-142.

GOULET (Frédéric) : « Des tensions épistémiques et professionnelles en agriculture. Dynamiques autour des techniques sans labour et de leur évaluation environnementale », in *Revue d'anthropologie des connaissances*, vol. 2, n° 2, 2008, p. 291-310.

GRANJOU (Céline), MAUZ (Isabelle), « La construction de la biodiversité comme problème politique et scientifique, premiers résultats d'une enquête en cours » in *Sciences, Eaux et Territoire*, n° 3, 2010.
http://www.set-revue.fr/sites/default/files/archives/02_article.pdf

LAMINE (Claire) : « Anticiper ou temporiser : injonctions environnementales et recompositions des identités professionnelles en céréaliculture », in *Sociologie du travail*, n° 53, 2011, p. 75-92.

LAMINE (Claire) *et alii* : « Analyse des formes de transition vers des agricultures plus écologiques : les cas de l'Agriculture Biologique et de la Protection Intégrée », in *Innovations Agronomiques*, n° 4, 2009, p. 483-493.

LAMINE (Claire), BELLON (Stéphane), dir. : *Transition vers l'agriculture biologique. Pratiques et accompagnements pour des systèmes innovants*, Dijon-Versailles, Educagri Éditions / ÉditionsQuae, 2009.

LAMINE (Claire), « Changer de système » : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux, *Terrains et travaux*, 2012/1, n° 20, p. 139-156.

LAMINE (Claire) *et al*, « Réductions d'intrants : des changements techniques, et après ? Effets de verrouillage et voies d'évolution à l'échelle du système agri-alimentaire », in *Innovation Agronomiques*, 8/2012, p. 121-134.

LEBOURDAIS (Gérard) et PORTET (Pierre) : « La Gestion des Risques en Agriculture Biologique », in *Rapport du Conseil général de l'Agriculture*, n° 1780, 2008.

LECACHEUX (Caroline) et TASSIN (Benoit) : *Diagnostic filière horticole de la région Centre*, Orléans, Ed. Chambre d'Agriculture du Centre, 2008.

LEROUX (Benoît) : « Stratégies, innovations et propriétés spécifiques des agriculteurs biologiques. Éléments d'analyse sociologique du champ professionnel agrobiologique » in *Innovations Agronomiques*, n° 4, 2009, p. 389-399.

NICOURT (Christian), GIRAULT (Jean-Max) : « La normalisation du travail viticole à l'épreuve de la réduction de l'usage des pesticide », *Économie rurale*, n° 321-1, 2011, p. 29-41.

NIZET (Jean) *et alii* : « La cohérence des comportements professionnels et privés chez les viticulteurs biologiques alsaciens », in *Recherches sociologiques et anthropologiques*, n° 39-2, 2008, p. 23-42.

RAYMOND (Antoine-Bernard de) : « De nouvelles compétences en agriculture ? », in *GDR Économie et Sociologie « les Marchés Agroalimentaires »*, Montpellier, 23 & 24 mars 2006, p. 120-131. [En ligne] URL : www.symposciences.org

SABOURIN (Éric), dir. : *Le travail en agriculture : son organisation et ses valeurs face à l'innovation*, Paris, éd. L'Harmattan, 2011.

VAN DAM (Denise) *et alii* : *Les agriculteurs biologiques : ruptures et innovations*, Educagri Editions, 2009.

GRANJOU (Céline), Integrating agriculture and biodiversity management: between green legitimisation and knowledge production, *Sociologia Ruralis*. vol.51, n° 3, 2011, p. 272-283.

LARRERE (Raphaël), FLEURY Philippe et Loriane Payant, « La « nature » des éleveurs : sur les représentations de la biodiversité dans les Alpes du Nord », *Ruralia* [En ligne]. URL : <http://ruralia.revues.org/1846>.

BARBAULT Robert *et al.*, *Agriculture et biodiversité. Valoriser les synergies*, Versailles Cedex, Editions Quæ « Expertises collectives », 2009, 184 p.